



FRANCE

« L'histoire est moins érudite, mais plus réfléchie »

Des changements dans les programmes d'histoire, Stéphane Rio n'en a « pas connu tant que ça », lui qui enseigne en lycée, cet ultime maillon de la scolarité dont les contenus n'ont pas, sous le quinquennat de François Hollande, été retouchés. Et pourtant, la polémique sur l'abandon de la chronologie ne l'a pas épargné.

« En classe, on entre dans l'histoire par des grands thèmes, notamment en 2^{de}, explique ce professeur de lycée marseillais. Par exemple le thème de la citoyenneté à Athènes pour aborder l'Antiquité, ou celui de l'élargissement du monde pour la période moderne. Alors oui, c'est vrai qu'on donne moins une vision unique et linéaire de l'histoire, mais ça ne veut pas dire qu'on met de côté les grandes périodes. »

En quasiment vingt ans de métier – dont dix passés en ZEP –, il ne nie pas que sa façon de faire a évolué : « J'enseigne une histoire moins exhaustive ou disons plutôt que je suis moins obsédé par l'exhaustivité, mais j'approfondis davantage toutes les questions que je traite. » Les changements dans les programmes de 2002 sont passés par là – des évolutions qui, pour ce syndiqué au SNES-FSU, ont tenu compte des « progrès de la discipline ».

« Mieux outillés »

Au bénéfice des élèves ? « Un jeune habitué à naviguer, à l'école primaire puis au collège, d'une date à une autre, sans discontinuité, peut sans doute se sentir un peu perdu face aux sauts chronologiques qui lui sont deman-

dés au lycée », explique Stéphane Rio. Et de citer l'exemple du « saut » entre le V^e siècle avant J.-C. et le XI^e siècle de notre ère qu'il doit faire lorsqu'il aborde en classe la société et la culture de l'Europe médiévale.

Et pourtant, à ses yeux, les lycéens sont « gagnants » : « Ils se questionnent bien plus sur le sens de l'histoire que ceux qui, comme moi, ont décroché le bac dans les années 1990. L'histoire qu'on leur enseigne est peut-être moins érudite mais plus réfléchie. » Pas de baisse de niveau, donc ? « Au lycée, je crois vraiment que nos élèves sont mieux outillés aujourd'hui, répond-il. Mais ça vaut pour les bons éléments. Tellement de jeunes sont laissés sur la touche qu'il est difficile de parler de progrès... »

Rabâchage

L'abandon supposé du « récit national » qui a fait débat revient surtout, pour lui, à prendre l'école en otage. « Peut-on déplore que Clovis ne soit plus enseigné au lycée alors qu'il l'est au primaire puis au collège ? En histoire, on est obligé de faire des choix », souligne-t-il.

Certains lui vont, d'autres moins : « Penser tout le programme de 2^{de} sous l'angle d'une question – « Qu'est-ce qu'être européen ? » –, peut sembler artificiel, concède-t-il. Mais ça ne veut pas dire qu'on renonce aux grandes dates, aux grandes figures... Les éléments charnières de l'histoire de France, nos élèves les acquièrent au fil de leur scolarité. »

Avec parfois d'ailleurs le sentiment d'un rabâchage. « C'est particulièrement visible en classe de

1^{re}, où l'on revient sur les notions abordées en 3^e. Les élèves sont souvent déçus, ils ont le sentiment de se répéter ou qu'on leur fait la leçon... Que les politiques se rassurent : les élèves sont conscients d'être français ! L'enseignement n'a rien à gagner à céder aux pressions politiques ou aux lobbies. » ■

M. BA.